

Le salaire minimum, responsable du chômage en France et en Europe ?

Alexandre Delaigue, *blog Classe éco*, 28 avril 2013

"De nombreux pays en Europe ont un taux de chômage bien plus élevé que chez nous, du fait que les salaires et le rendement ne sont pas en rapport" a affirmé Angela Merkel rejetant l'idée d'instaurer un salaire minimum généralisé en Allemagne.

Alors que le chômage bat tous les records en France et en Europe, la chancelière allemande a trouvé une explication : le salaire minimum trop élevé. Il faut comprendre ces propos dans le contexte de la campagne électorale allemande, mais le message implicite adressé aux pays européens à fort chômage est très clair : le chômage y est dû au coût du travail trop élevé, sur lequel il faut agir. Est-ce bien certain?

Salaire minimum et chômage

L'analyse économique, sur le sujet, est assez circonspecte. Un salaire minimum trop élevé nuit effectivement à l'emploi ; mais un salaire minimum fixé à un niveau raisonnable n'a pas cet effet, et peut même avoir un impact positif. Ce n'est donc pas tant le salaire minimum en général qui peut poser un problème, mais un niveau trop élevé. Il faut donc savoir si le salaire minimum actuel (charges sociales incluses) est à un niveau susceptible de générer du chômage.

Mais il est très difficile de répondre à cette question. La technique consiste à essayer d'évaluer l'impact de hausses de salaire minimum sur l'emploi ; Francis Kramarz estime par exemple qu'une hausse de 1% du SMIC détruit entre 15 000 et 25 000 emplois. Certains partagent cette évaluation, d'autres sont plus nuancés, d'autres enfin considèrent que le SMIC est une excellente "arme anticrise".

Le problème, c'est qu'il est impossible de trancher entre ces approches, parce que le salaire minimum est un facteur, parmi une myriade d'autres, qui détermine l'emploi. Et que les employeurs peuvent réagir de nombreuses façons différentes à une hausse du SMIC. Ils peuvent conserver le même nombre de salariés, mais réduire le nombre d'heures de travail tout en exigeant la même charge des employés. Ils peuvent dégrader les conditions de travail des employés (baisser un peu le chauffage) pour compenser. Ils peuvent la répercuter sur les prix de vente, la faisant supporter par les consommateurs ; ils peuvent réduire leurs marges, ce qui aura indirectement un effet sur l'emploi en réduisant leurs investissements, etc. Une hausse de salaire minimum aura des effets très différents selon le contexte macroéconomique. Bref, l'évaluation est extrêmement difficile à faire.

Cependant, si le SMIC avait un effet négatif majeur, [ces conséquences] seraient visibles. Le fait qu'il soit si difficile de conclure de manière définitive tend à considérer que le SMIC, tel qu'il est, n'est pas à lui seul le déterminant majeur du chômage en France.

Les salaires minimum dans la zone euro

Les employeurs peuvent aussi s'adapter à un salaire minimum élevé en déplaçant leur production dans un pays dans lequel les salaires sont plus faibles pour une productivité identique. Ils s'exposent néanmoins à toute une série de contraintes : risque de fluctuation des taux de change, productivité plus faible à l'étranger, difficulté de contrôler la qualité de la production dans un pays éloigné, barrières douanières diverses.

Et c'est là que se pose la vraie question du salaire minimum en Europe. Avec le marché unique, et la monnaie unique, il est très facile pour un producteur européen qui trouve le salaire minimum trop élevé de déplacer sans risque sa production vers un autre pays dont le salaire minimum est plus faible. Le gouvernement belge s'est par exemple récemment plaint auprès de l'union européenne du dumping social des abattoirs allemands, qui ne sont pas assujettis à un salaire minimum, et gagnent des parts de marché sur des pays à salaire minimum élevé. [...]

La véritable alternative

Angela Merkel n'a donc pas entièrement tort : la conjonction d'une monnaie unique et de réglementations nationales différentes sur le salaire minimum est intenable. Il n'y a que trois issues possibles :

- Soit l'Allemagne adopte, à son tour, un salaire minimum, de l'ordre de 8€50, comme le préconisent les partis de gauche allemande.
- Soit le salaire minimum disparaît, ou devient un salaire minimum négocié par branche, dans les autres pays de la zone euro ;
- Soit la zone euro explose, les monnaies nationales sont rétablies et les taux de change assurent l'ajustement entre les niveaux de salaires. [...]

Exploitation pédagogique

1. Identifier les arguments pour et contre le salaire minimum

- a. Reformulez cette phrase d'Angela Merkel en utilisant le vocabulaire de la théorie néoclassique du marché du travail : "De nombreux pays en Europe ont un taux de chômage bien plus élevé que chez nous, du fait que les salaires et le rendement ne sont pas en rapport".
- b. Pourquoi le salaire minimum est-il particulièrement mis en cause par cette analyse ?
- c. Expliquez pourquoi certains économistes considèrent au contraire que le salaire minimum est une excellente « arme anticrise ».
- d. Pourquoi est-il difficile de trancher quant à l'impact du salaire minimum sur l'emploi ?

2. Illustrer les difficultés de coordination des politiques économiques dans l'Union européenne

- a. Qu'est-ce que le dumping social ?
- b. Pourquoi le dumping social est-il facilité dans la zone euro ?

3. Argumenter pour justifier un choix de politique économique

Choisissez une des trois propositions citées à la fin du texte. Rédigez quelques lignes pour justifier la proposition choisie.

Corrigé

1. Identifier les arguments pour et contre le salaire minimum

- a. "De nombreux pays en Europe ont un taux de chômage bien plus élevé que chez nous, du fait que les salaires et le rendement ne sont pas en rapport" : le chômage élevé dans bon nombre de pays européens s'explique par un coût du travail excessif au regard de la productivité. En effet, selon la théorie néoclassique du marché du travail, les entreprises embauchent tant qu'un travailleur supplémentaire rapporte plus qu'il ne coûte, c'est-à-dire tant que la productivité marginale du travail est plus élevée que le coût du travailleur supplémentaire. Le calcul coût-avantage de l'entreprise porte donc sur la comparaison salaire (plus largement coût du travail incluant les cotisations sociales)/rendement (productivité).
- b. Le salaire minimum est un salaire plancher fréquemment mis en cause par les néoclassiques comme représentatif des rigidités sur le marché du travail. En effet, selon cette analyse, la fixation d'un prix plancher sur un marché suscite un excès d'offre ; c'est le cas sur le marché du travail : du fait d'un salaire minimum supérieur au salaire d'équilibre, les offreurs sont alors rationnés. Vont être plus particulièrement touchés les jeunes et/ou les moins qualifiés dont la productivité est jugée insuffisante au regard de ce niveau de salaire.
- c. Selon la théorie keynésienne, le chômage est dû à une insuffisance de la demande effective. Les entreprises n'embauchent pas parce qu'elles nourrissent des anticipations pessimistes sur l'évolution des débouchés et qu'elles sont du coup en surcapacités. Dans ce contexte, baisser voire supprimer le salaire minimum diminuerait le pouvoir d'achat des salariés les moins payés, ce qui aggraverait d'autant plus la récession que ce sont les bas revenus qui ont la plus forte propension à consommer. Cela risquerait d'entraîner dans une spirale déflationniste en renforçant le pessimisme des anticipations.

- d. D'une part, il est difficile d'isoler le salaire minimum des autres facteurs déterminant le niveau de l'emploi (par exemple la réglementation, la confiance en l'avenir...). D'autre part, les entreprises peuvent réagir de multiples façons à une hausse du salaire minimum : elles peuvent, certes, supprimer des emplois, mais aussi chercher à élever la productivité du travail, par exemple en formant mieux leurs salariés, ou répercuter la hausse du coût du travail sur leur prix si elles sont dans des activités peu concurrentielles, ou comprimer leurs marges en cas contraire... Rien ne dit alors que la hausse du salaire nuise forcément à l'emploi.

2. Illustrer les difficultés de coordination des politiques économiques dans l'Union européenne

- a. Au sens strict, le dumping consiste à vendre à perte pour éliminer des concurrents. L'expression « dumping social » désigne plus largement la stratégie qui vise à gagner en compétitivité par la limitation du coût du travail (en jouant sur les salaires, la protection sociale, la réglementation du travail...).
- b. Au sein de la zone euro, l'investissement ou la délocalisation dans les pays où le coût du travail est plus faible (à productivité comparable) sont encouragés par l'absence de risques de change (monnaie unique), par l'absence de barrières douanières, par la proximité géographique...

3. Argumenter pour justifier un choix de politique économique

- « L'Allemagne adopte, à son tour, un salaire minimum, de l'ordre de 8€50 » : c'est la position keynésienne.

La sortie « par le haut » de la course au moins-disant social implique une harmonisation en matière sociale. L'Allemagne n'a pas de salaire minimum généralisé, ce sont les négociations entre partenaires sociaux qui fixent les rémunérations. Dans ce contexte, les emplois à bas salaires se sont multipliés ces dernières années : le taux de chômage a certes baissé mais le salaire net médian a baissé et le taux de pauvreté a augmenté. L'amélioration de la compétitivité allemande est le fruit d'une stratégie non coopérative qui pousse ses partenaires à faire aussi pression sur les salaires ce qui entretient le marasme économique. Plutôt que remettre en cause le salaire minimum, il faudrait chercher à élever la productivité des travailleurs par un effort de formation.

- « Le salaire minimum disparaît, ou devient un salaire minimum négocié par branche, dans les autres pays de la zone euro » : c'est la position libérale. Dans une économie de marché, l'entreprise n'embauche que si c'est rentable. Le salaire minimum conduit à exclure par le chômage ceux qu'il est censé protéger. Il faut donc adapter le niveau des salaires à celui de la productivité des salariés. Cela suppose de flexibiliser le marché du travail en supprimant les réglementations qui entravent la fixation d'un salaire d'équilibre.

L'Allemagne peut alors être vue comme un modèle puisque la détermination des niveaux de salaire et d'éventuels minima est laissée à l'appréciation des branches et non fixée réglementairement par l'Etat. La preuve de l'efficacité de cette stratégie est visible dans la croissance Outre Rhin et la baisse spectaculaire du chômage, associées au dynamisme des exportations.

- « La zone euro explose, les monnaies nationales sont rétablies et les taux de change assurent l'ajustement entre les niveaux de salaires » : c'est la position des souverainistes.

Il n'est pas possible de maintenir une zone monétaire avec tant de divergences entre les pays membres. L'euro empêche que les écarts de compétitivité se résorbent par la dépréciation des monnaies des pays les moins compétitifs. La dévaluation est alors remplacée par la flexibilité salariale ou par la mobilité des travailleurs des zones à fort chômage vers les zones à faible chômage, comme le montre l'accélération des flux migratoires du Sud de l'Europe vers l'Allemagne. L'alternative pourrait être un véritable budget européen qui permette des transferts budgétaires en direction des zones en difficulté. Mais cela supposerait d'aller vers l'union politique.